

# FLASH ÉCONOMIE

## RECHERCHE ÉCONOMIQUE

16 octobre 2012 – N°698

### **Peut-on comprendre un désavantage comparatif de l'industrie par la baisse des salaires ?**

*La zone euro étant une Union Monétaire sans fédéralisme, les pays doivent y avoir à terme une balance courante équilibrée. Ceci peut se faire par une méthode très coûteuse en croissance et en emplois : la baisse de la demande intérieure et des importations. Pour l'éviter, il faut réindustrialiser les pays à déficit extérieur chronique dont la taille de l'industrie est faible.*

*Un problème sérieux apparaît quand ces pays ont des avantages comparatifs (qualification de la population active, niveau technologique, localisation géographique) défavorables à l'industrie. Pour les réindustrialiser, il faut qu'apparaisse une baisse du coût du travail dans l'industrie suffisante pour compenser les désavantages comparatifs.*

*La question est de savoir si cette baisse nécessaire du coût du travail (par les salaires, la fiscalité) est raisonnable dans sa taille et acceptable, ou si elle est trop élevée pour être envisagée. Nous regardons les situations de l'Espagne, de la Grèce, du Portugal, de l'Italie, de la France. La baisse nécessaire supplémentaire du coût salarial unitaire de l'industrie est au moins de 5% au Portugal, 10% en France, 15% en Espagne et en Grèce, 20% en Italie. Il s'agit d'un minimum qui seulement ramènerait la compétitivité-coût vis-à-vis de l'Allemagne à son niveau de 2003-2004.*

RECHERCHE ECONOMIQUE

Rédacteurs :

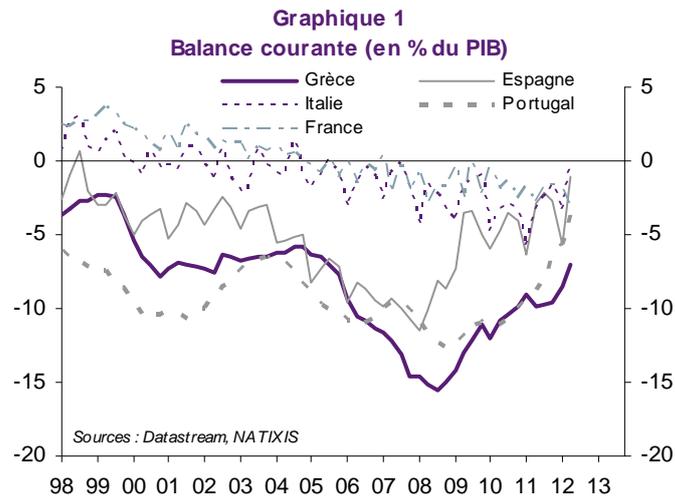
**Patrick ARTUS,**  
**Isabelle GRAVET**

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

**Nécessité de faire disparaître les déficits extérieurs de la zone euro sans faire chuter l'activité et l'emploi**

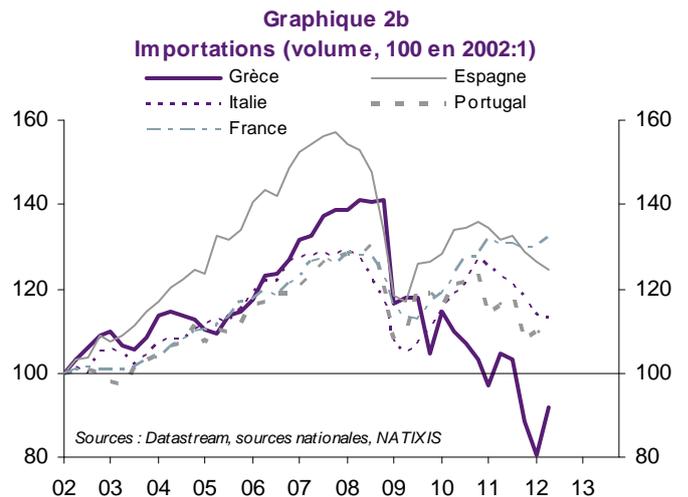
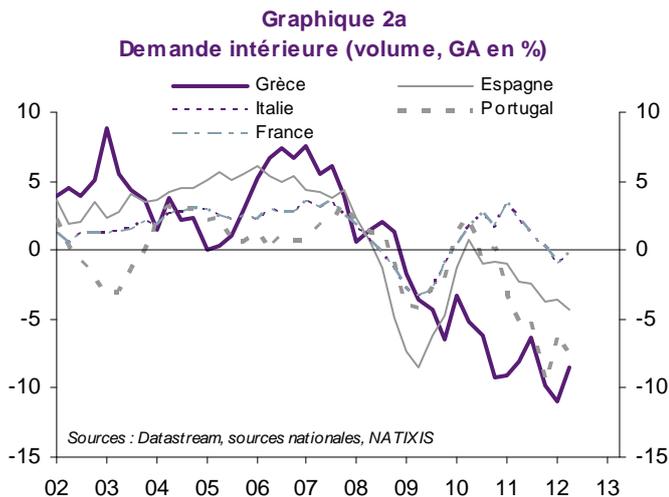
La zone euro est, et restera longtemps, **une Union Monétaire sans fédéralisme**. Ceci impose aux pays de la zone euro d'avoir à terme **une balance courante équilibrée**, puisqu'aucun transfert de revenu lié au fédéralisme ne vient compenser les déficits extérieurs, et que ceux-ci conduisent à une augmentation continue de l'endettement extérieur qui n'est pas soutenable.

**Les pays qui montrent des déficits de balance courante (Grèce, Espagne, Italie, Portugal, France, graphique 1) doivent donc les faire disparaître.**

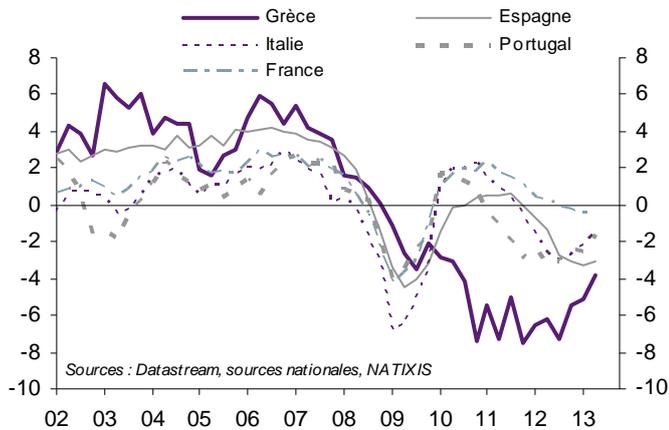


On voit que **le déficit extérieur se réduit rapidement en Grèce, en Espagne, en Italie, au Portugal, pas en France.**

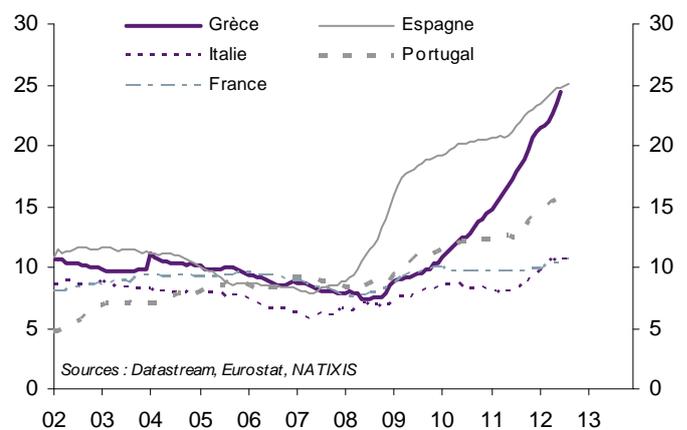
**Mais le déficit extérieur dans ces pays se réduit (sauf en France) essentiellement grâce au recul de la demande intérieure (graphique 2a) donc des importations (graphique 2b), c'est-à-dire une technique extrêmement coûteuse en activité et en emplois (graphiques 3a-3b).**



**Graphique 3a**  
Croissance du PIB (volume, GA en %)

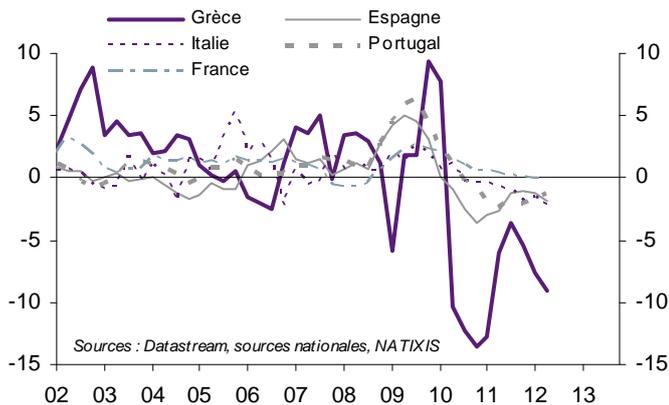


**Graphique 3b**  
Taux de chômage (en %)

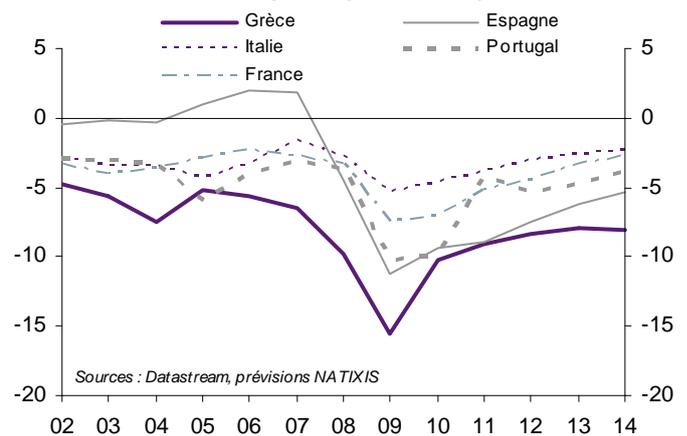


La demande intérieure ne recule pas encore en France puisque l'ajustement budgétaire ne commence vraiment qu'en 2013 et en raison de la rigidité des salaires réels (**graphique 3c**).

**Graphique 3c**  
 Salaire réel par tête  
(déflaté par le prix conso, GA en %)



**Graphique 4**  
Déficit public (en % du PIB)



Dans les quatre autres pays, la technique utilisée de réduction du déficit extérieure est donc extrêmement coûteuse, et il en résulte de plus une grande difficulté à réduire les déficits publics (**graphique 4**).

**Pour éviter ces coûts, il faudrait que les pays qui ont des déficits extérieurs chroniques se réindustrialisent** pour être capables de faire disparaître ces déficits grâce à la hausse de la capacité de production de l'industrie. Mais ceci pose la **question des avantages comparatifs de ces pays**.

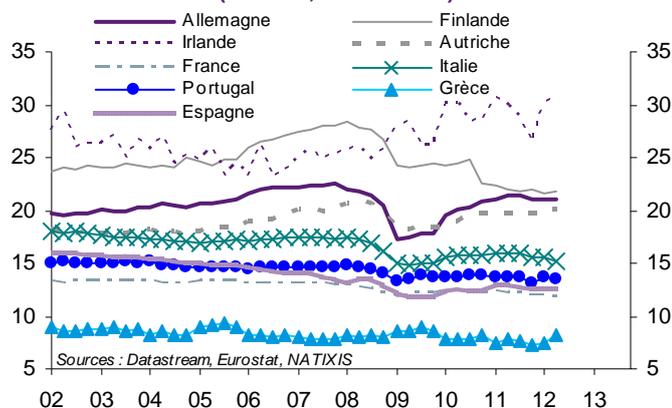
#### Avantages comparatifs défavorables à l'industrie ?

Les pays qui ont des déficits extérieurs ont des **industries de petite taille** (**graphique 5a**).

**Ce n'était pas le cas pour l'Italie jusqu'à présent** mais on voit aujourd'hui en Italie une **forte destruction de capacité de production de l'industrie** (**graphique 5b**).

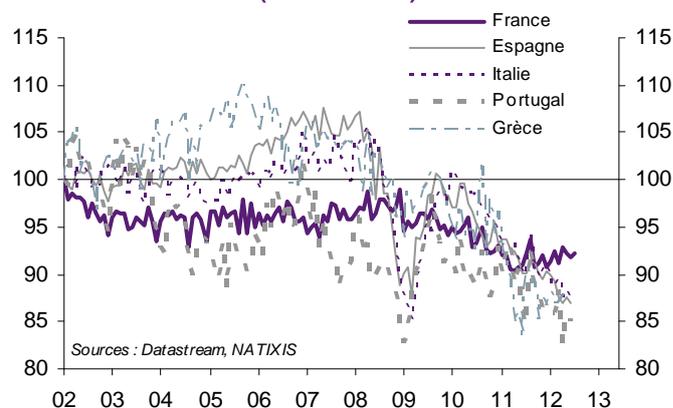
Graphique 5a

Valeur ajoutée dans le secteur manufacturier  
(volume, en % du PIB)



Graphique 5b

Capacité de production manufacturière  
(100 en 2002:1)



Si la petite taille de l'industrie vient d'avantages comparatifs défavorables à l'industrie, la réindustrialisation est évidemment difficile, et même n'est pas naturelle.

Regardons donc la situation en ce qui concerne la qualification de la population active, l'effort d'éducation supérieure, l'effort d'innovation et le niveau technologique, la localisation géographique.

#### # 1 Qualification de la population active

L'Espagne, l'Italie, le Portugal et la Grèce, même la France, ont une structure de qualification de la population défavorable par rapport à l'Allemagne (tableau 1).

Tableau 1  
Structure de la population active par niveau d'éducation

Pourcentage, selon le niveau de formation	Allemagne			France			Espagne		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1997	17	61	23	41	39	20	69	13	19
1998	16	61	23	39	40	21	67	13	20
1999	19	58	23	38	40	21	65	14	21
2000	18	58	23	37	41	22	62	16	23
2001	17	59	23	36	41	23	60	16	24
2002	17	60	23	35	41	24	59	17	24
2003	17	59	24	35	41	24	57	18	25
2004	16	59	25	34	41	24	55	19	26
2005	17	59	25	33	41	25	51	21	28
2006	17	59	24	33	41	26	50	21	28
2007	16	60	24	32	42	27	49	22	29
2008	15	60	25	30	42	27	49	22	29
2009	15	59	26	30	41	29	48	22	30

Suite tableau 1

Pourcentage, selon le niveau de formation	Italie			Portugal			Grèce		
	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Inférieur au 2e cycle du secondaire	2e cycle du secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire
1997	-	-	-	-	-	-	56	29	16
1998	59	32	9	82	10	8	54	29	17
1999	58	33	9	81	10	9	52	30	17
2000	58	33	9	81	11	9	51	32	18
2001	57	33	10	80	11	9	50	32	18
2002	56	34	10	79	11	9	48	33	19
2003	52	38	10	77	12	11	47	34	19
2004	51	37	12	75	13	13	44	35	21
2005	50	38	12	74	14	13	43	36	21
2006	49	38	13	72	14	13	41	37	22
2007	48	39	14	73	14	14	40	37	23
2008	47	39	14	72	14	14	39	38	23
2009	46	40	15	70	15	15	39	38	24

Sources : OCDE, Natixis

## # 2 Effort d'éducation supérieure

L'effort d'éducation supérieure est anormalement faible en Italie, au Portugal, en Grèce (tableau 2).

Tableau 2

Dépenses d'éducation supérieure par étudiant (en équivalents US \$ convertis sur la base des PPA)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Allemagne	10393	10898	10504	10999	11594	12255	12446	13016	13823	15390	15711
France	7867	8373	8837	9276	10704	10668	10995	11568	12773	14079	14642
Espagne	5707	6666	7455	8020	8943	9378	10089	11087	12548	13366	13614
Italie	7552	8065	8347	8636	8764	7723	8026	8725	8673	9553	9562
Portugal	4802	4766	5199	6960	7200	7741	8787	9724	10398	10373	10481
Grèce	4260	3402	4280	4731	4924	5593	6130	-	-	-	-

Sources : OCDE, Regard sur l'éducation 2012, Natixis

## # 3 Effort d'innovation

L'effort d'innovation est plus faible en France qu'en Allemagne, très faible en Espagne, en Italie, au Portugal, en Grèce (tableaux 3a-3b).

Tableau 3a

Dépenses de R&amp;D totales (en % du PIB valeur)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,7	2,8	2,8
France	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,1	2,1	2,1	2,1	2,3	2,3
Espagne	0,9	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2	1,3	1,4	1,4	1,4
Italie	1,0	1,0	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,1	1,2	1,2	1,3	1,3
Portugal	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7	0,7	0,8	1,0	1,2	1,5	1,6	1,6
Grèce	0,6	-	0,6	-	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	-	-	-

Sources : OCDE, Eurostat, principaux indicateurs de la science et de la technologie 2011

Tableau 3b

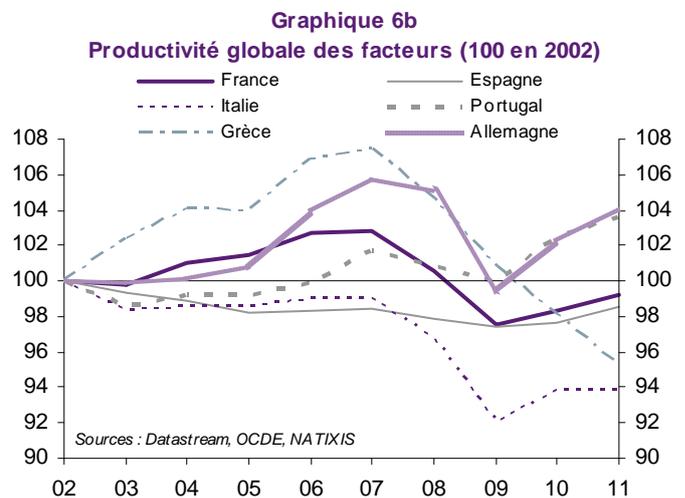
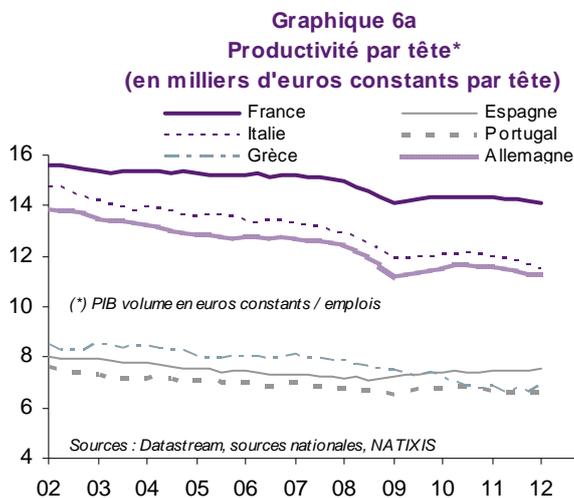
Nombre de brevets triadiques (par millions d'habitants)

	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Allemagne	73,3	70,6	68,7	66,7	66,0	68,3	70,1	72,4	72,2	69,9	68,7	69,5
France	40,0	36,2	32,9	37,0	37,6	39,7	39,3	39,5	40,0	39,7	38,8	39,0
Espagne	3,1	3,6	3,8	4,0	3,7	5,1	5,1	4,7	4,9	5,0	5,1	5,3
Italie	11,7	11,2	11,4	12,5	12,3	13,0	12,7	12,8	12,5	12,2	11,8	11,8
Portugal	0,5	0,3	0,5	0,6	0,7	0,6	1,2	1,6	3,1	2,8	2,6	2,6
Grèce	0,6	0,5	0,7	0,8	1,2	0,9	1,3	1,3	1,4	1,1	1,1	1,1

Sources : OCDE, Eurostat, principaux indicateurs de la science et de la technologie 2011

#### # 4 Niveau technologique

Nous mesurons le niveau technologique par le **niveau de la productivité du travail par tête** et par le **niveau de la Productivité Globale des Facteurs** (graphiques 6a-6b).



**Le niveau technologique est faible au Portugal, en Grèce, en Espagne, et, si on regarde la Productivité Globale des Facteurs, aussi en Italie et en France.**

#### # 5 Localisation géographique

Il ne faut pas oublier que, normalement, **dans une Union Monétaire, l'industrie ne s'installe pas à la périphérie** (Portugal, Espagne, Grèce, Sud de l'Italie).

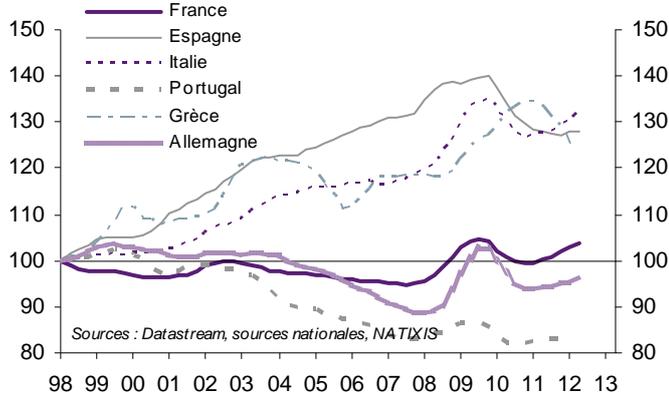
Au total, cette analyse nous permet de conclure **que les avantages comparatifs sont défavorables à l'industrie**, qui a besoin de travail qualifié, d'innovation, d'éducation supérieure..., **en Espagne, en Italie, en Grèce, au Portugal et même à un moindre degré en France.**

Comment alors **compenser les avantages comparatifs défavorables à l'industrie ?**

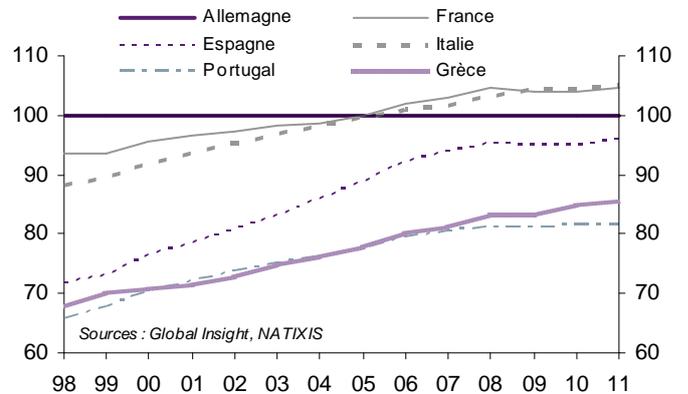
**Compenser les avantages comparatifs défavorables à l'industrie par la baisse du coût du travail dans l'industrie**

**Si un pays doit se réindustrialiser et souffre d'avantages comparatifs défavorables à l'industrie, la seule solution est que le coût du travail dans l'industrie soit réduit dans ce pays jusqu'à ce que le désavantage comparatif soit compensé.** Il peut s'agir d'une baisse des charges sociales des entreprises, d'une baisse des salaires de l'industrie, d'une hausse de la productivité de l'industrie, amenant une **baisse suffisante du coût salarial unitaire de l'industrie** (graphiques 7a-7b).

**Graphique 7a**  
Coût salarial unitaire dans le secteur  
manufacturier (100 en 1998:1)



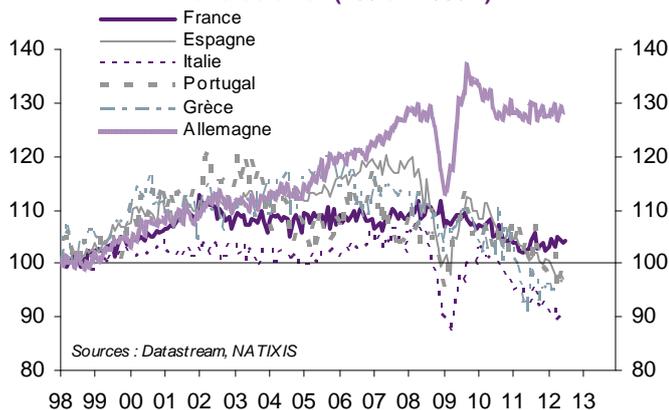
**Graphique 7b**  
Coût salarial unitaire  
(Allemagne = 100, par PIB\$ / PIB\$PPA)



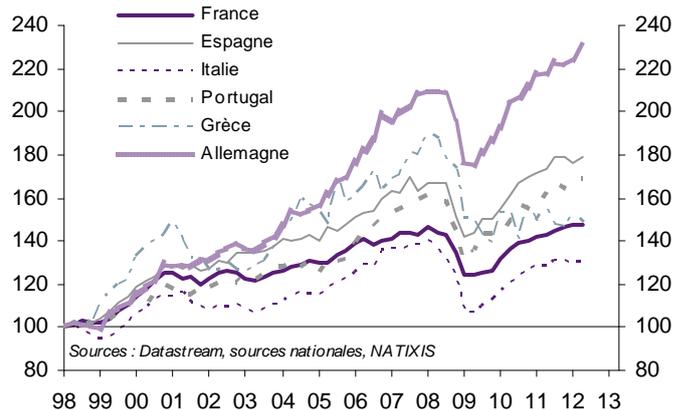
Pour estimer de combien il faudrait faire baisser le coût salarial unitaire de l'industrie pour compenser les avantages comparatifs défavorables à l'industrie, nous regardons où se situaient les coûts salariaux unitaires de l'industrie des pays concernés (graphique 7a) (Espagne, Italie, France, Grèce, Portugal) au moment où la désindustrialisation s'est déclenchée (décrochage de la capacité de production de l'industrie, graphique 8a, des exportations, graphique 8b) ; c'est-à-dire en 2003-2004.

Nous regardons aussi si, au niveau présent des coûts salariaux unitaires de l'industrie, on voit des signes de réindustrialisation (graphiques 8a-8b-8c), dans la production, les exportations, l'emploi industriel, l'investissement direct étranger (graphiques 8d-8e). On ne voit nulle part de signe de réindustrialisation.

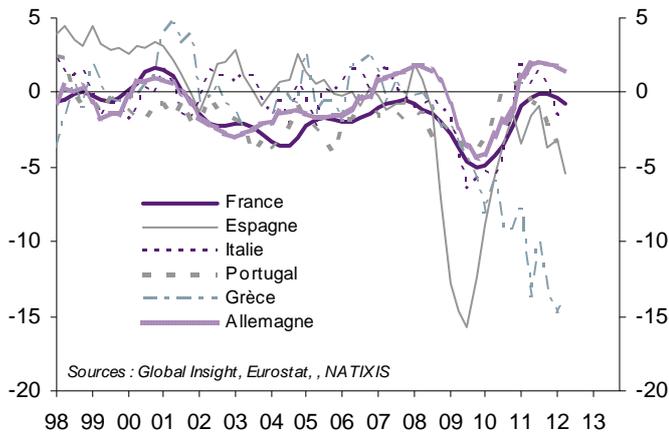
**Graphique 8a**  
Capacité de production dans le secteur  
manufacturier (100 en 1998:1)



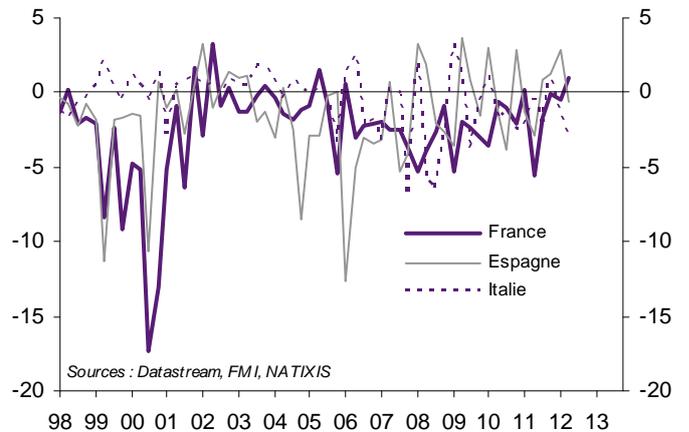
**Graphique 8b**  
Exportations (volume, 100 en 1998:1)



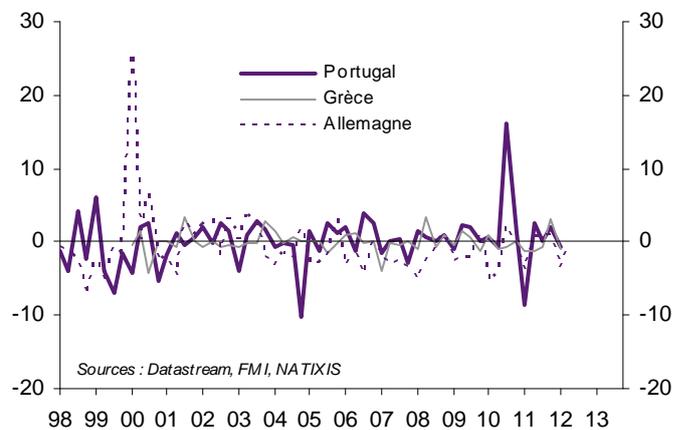
**Graphique 8c**  
Emploi manufacturier (GA en %)



**Graphique 8d**  
Investissement direct net (en % du PIB)



**Graphique 8e**  
Investissement direct net (en % du PIB)



**Au total, il nous semble que la réduction supplémentaire du coût salarial unitaire de l'industrie nécessaire pour compenser les avantages comparatifs défavorables à l'industrie est au moins de :**

- 10% en France ;
- 15% en Espagne ;
- 20% en Italie ;
- 5% au Portugal ;
- 15% en Grèce.

**Synthèse : est-ce un ajustement envisageable ?**

Pour faire disparaître les déficits extérieurs des pays de l'OCDE sans qu'il y ait effondrement de l'activité et de l'emploi, **il faut que ces pays se réindustrialisent.**

**Mais lorsque l'industrie s'est contractée en raison d'avantages comparatifs défavorables à l'industrie** (Espagne, Italie, Grèce, Portugal, même France), la réindustrialisation est très difficile.

**Elle explique une baisse du coût salarial unitaire de l'industrie suffisante pour compenser les désavantages comparatifs. Nous avons estimé cette baisse, par rapport au niveau présent du coût salarial, à 5% au Portugal, où les salaires sont faibles, 10% en France, 15% en Espagne et en Grèce, 20% en Italie. Peut-on envisager ce type d'ajustement à la baisse du coût salarial unitaire de l'industrie ?** Il est difficile mais peut-être pas insurmontable.